

doc.VEILLE

Bulletin de veille webographique

Mars, 2011

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.



L'Europe et le monde en 2020 : Essai de prospective francoallemande

CLOUET Louis-Marie; MARCHETTI Andreas

Villeneuve d'Ascq: Septentrion, 2011, 314 p.

Tags: Politique | Europe | Prospective

e présent ouvrage fournit une synthèse des défis internes et ■internationaux auxquels l'Union Européenne devrait faire face à l'horizon 2020. Tenant compte des bouleversements qui ont marqué la scène internationale au cours des dernières années, scénarios pour la gouvernance mondiale sont proposés, marqués par la présence croissante des pays en développement.

Le scénario le plus optimiste prévoit un renouvellement de l'Union

Européenne et un renforcement de sa proactivité pour répondre

4 scénarios pour la gouvernance mondiale, marqués par la présence croissante des pays en développement.

aux défis économiques, sociaux qui l'interpellent et s'adapter aux mutations internationales à l'œuvre.

Le second scénario retient une tendance pouvant conduire à un développement plus ou moins positif à long terme, mais dont l'occurrence demeure tributaire des résultats du processus politique au sein de l'Union Européenne.

Le troisième scénario dresse le tableau d'une Europe relativement performante en matière de politiques économique et étrangère, mais non apte à répondre aux attentes sociales, ce qui accentue les divergences au sein des sociétés européennes.

Le dernier scénario décrit une Europe en déclin, incapable de maintenir le niveau d'intégration atteint aujourd'hui à cause d'une volonté réduite des États membres de penser et d'agir de manière «européenne ».

Dans le même sens, trois futurs possibles sont envisagés pour l'Organisation des Nations Unies qui

> devrait conforter la position légitime des instances de gouvernance internationale dans plusieurs

domaines, notamment le changement climatique.

Les évolutions internationales susciteraient trois défis majeurs pour l'Union Européenne : renforcer sa compétitivité économique, former une voix unifiée sur la scène internationale et développer sa coopération bilatérale avec les pays en développement, y compris sur les questions migratoires.

Non moins important, l'Union Européenne devrait faire face à sa dépendance énergétique et résoudre ses déficits afin d'accroitre la confiance des marchés financiers dans la zone euro, aujourd'hui fortement fragilisée.



The Arab democratic wave: how the EU can seize the moment

L'Union européenne devrait soutenir la

transition démocratique sans interagie dans le

choix des pays arabes.

Institut pour les Etudes de Sécurité Paris : Institut des Etudes de Sécurité, 2011

Source: IFS,

http://www.iss.europa.eu/uploads/media/The_Arab_Democratic_Wave_how_the_EU_can_s

eize the moment.pdf

Tags: Politique | révolutions | Méditerranée | UE

e présent rapport, publié par l'Institut pour les études de sécurité, affilié à l'Union Européenne, analyse le contexte des révolutions au sud de la Méditerranée et propose les voies d'une future coopération euro-méditerranéenne.

Selon ce rapport, les révolutions au sud de la Méditerranée relèvent d'un double processus : un processus politique

qui rejette les dictatures et un processus social marqué par des crises alimentaires avec l'explosion des

prix des denrées de première nécessité. Cela est aggravé par l'existence d'un système autocratique, qui n'offre que peu de perspectives à des millions de jeunes en termes d'emplois et d'insertion sociale.

Ces révolutions marquent un tournant majeur dans le monde arabe avec une propagation des ondes de chocs de la révolution en Tunisie et en Egypte à plusieurs pas, tels que la Libye, le Bahreïn, le Yémen, la Jordanie...

Deux évolutions ont joué un rôle majeur dans ces révolutions. D'abord, une génération jeune et intellectuelle. Ensuite, l'émergence des femmes et le recul des structures patriarcales.

Le rapport souligne l'importance d'un nouveau processus politique, auquel ne manqueront pas de prendre part les partis islamiques.

> L'Union européenne, quant à elle, devrait soutenir cette transition

démocratique sans interagir dans le choix des populations arabes.

Elle devrait également renforcer l'efficacité de ses politiques économiques à l'égard de la région en l'occurrence la politique européenne de voisinage, utiliser l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme et promouvoir la création d'emplois et le développement des infrastructures régionales.



Rapport mondial de suivi de l'Education pour tous (EPT) UNESCO

Paris: UNESCO, 2011

Source: UNESCO,

http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-internationalagenda/efareport/reports/2011-conflict/

Tags: Société | Education | OMD | Conflits armés

e présent rapport considère que les conflits armés et les abus sexuels constitueraient un frein aux efforts visant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici à 2015, notamment pour ce qui est de l'objectif de l'éducation pour tous.

Nonobstant quelques progrès enregistrés, cet objectif ne serait pas atteint en 2015 à cause notamment de la prolifération des conflits qui sont à l'origine du déplacement de plus de 43 millions de personnes, ce qui entrave le

processus de scolarisation. 28 millions d'enfants en âge de scolarisation ne n'accèdent

développement.

pas à l'école, soit 42% du total des enfants à l'échelle mondiale. Il convient de souligner que seuls 79% des jeunes et 69% des adultes sont alphabétisés dans les pays touchés par des conflits armés, contre 93% et 85% dans les autres pays. Cela est aggravé par le nombre important d'enfants de moins de 5 ans, soit 195 millions, qui souffrent de malnutrition, particulièrement dans les pays en

Ce

négativement leur développement cognitif

fléau

affecte

et leurs capacités tout au long de leur cycle d'éducation.

Le rapport précise également que cette situation est préoccupante, compte tenu de la faiblesse des ressources mobilisées pour soutenir le secteur de l'éducation en situation de post conflit. Les chiffres disponibles montrent que 21 pays en développement allouent plus de ressources à l'armement plutôt qu'à l'enseignement primaire. De plus, il faudrait 1,9 million d'enseignants de plus, d'ici à 2015, pour atteindre l'objectif de

l'enseignement primaire universel.

Enfin, le rapport

recommande de renforcer la protection des établissements scolaires, des élèves, des enseignants personnels et des administratifs. suggère également Il d'augmenter les ressources allouées au secteur de l'éducation et de lancer la reconstruction rapide des infrastructures endommagées afin de résorber le déficit dans ce domaine. Cela permettrait de faire du potentiel de l'éducation un levier de résolution des conflits et de promotion de la de la paix et la tolérance.

A 2015, il faudrait 1,9 million d'enseignants de

plus pour atteindre l'objectif de l'enseignement

primaire universel.



Quel travail dans 20 ans? Aravis

Paris: Aravis, 2011

Source : Aravis, www.queltravaildans20ans.com Tags : Société | Emploi | Prospective

quoi ressemblerait le travail dans vingt ans? Telle est la question à laquelle tente de répondre l'exercice de prospective entrepris par Aravis, observateur européen de l'évolution des conditions de travail.

L'exercice propose cinq scénarios hypothétiques de l'évolution des conditions de l'emploi d'ici à l'horizon 2030 : l'individualisation des relations entre

l'employeur et ses salariés, la responsabilité sociétale des entreprises, la

standardisation des modèles de gestion, l'avènement du devoir de travail et la production hors emploi.

Le premier scénario prévoit la modification du modèle industriel causé par le désengagement des Etats des politiques économiques et sociales, ce qui aurait des répercussions notables sur le travail. Dans ce sens, les entreprises structureraient leur fonctionnement autour d'une individualisation totale de l'emploi ce qui engendrerait un éclatement des processus de régulation sociale effaçant mettant fin la fonction intégrative du travail.

Le deuxième scénario prend en compte la perte de compétitivité des entreprises et revendique l'ancrage des démarches positives telles que la consommation éthique et responsable, la sécurisation des parcours professionnels, le développement des modes collaboratifs et de management participatif.

Le troisième scénario stipule le retour à la stricte régulation du marché du

travail par les pouvoirs publics et à la réaffirmation du droit à un travail décent pour

tous. Il prévoit une standardisation des modèles de gestion et un contrôle accru en cas de non-conformité.

Dans un quatrième scénario, les ressources humaines ne seraient plus traitées que comme des variables d'ajustement, dans une course éperdue à la productivité et la question de l'emploi prendrait le pas sur la question des conditions de travail.

Enfin, le cinquième scénario envisage des sociétés où le travail n'aurait plus sa place centrale de la structuration économique, sociale et temporelle, où les liens sociaux deviendraient la priorité de chacun, en instaurant des modes de fonctionnement davantage mutualisés.

Cinq scénarios hypothétiques de l'évolution des

conditions de l'emploi d'ici à 2030.



Climate policy and technological innovation and transfer : an overview of trends and recent empirical results

OCDE

Paris: OCDE, 2011

Source : OCDE, www.oecd.org/dataoecd/54/52/ Tags : R&D |Technologie|Energie renouvelable

ans ce rapport, l'OCDE mesure l'apport des innovations technologiques dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

Le rapport a passé en revue sept secteurs technologiques en relation directe avec les énergies non «carbonées» (le solaire, l'éolien, la géothermie, les énergies marines, les biocarburants, les techniques de

stockage du CO2, les centrales à cycle combiné et à gazéification

intégrée). Les développements techniques dans ces secteurs permettent d'apprécier les progrès enregistrés par les pays de l'OCDE et certains pays émergents en matière de limitation du réchauffement climatique et ce, en se référant au nombre de brevets déposés dans les secteurs susmentionnés.

Selon le rapport, l'éolien, les techniques photovoltaïques pour l'énergie solaire et les biocarburants ont connu une accélération importante notamment avec l'application du protocole de Kyoto.

Le Etats-Unis, Japon, les l'Allemagne, la Corée du Sud, le Royaume-Uni et la France viennent en tête des pays disposant d'un leadership technologique au niveau mondial, domaine chacun dans son de spécialisation respectif. Α titre d'illustration, la France accorde une grande importance aux filières solaires (55 % des dépôts de brevets pour les techniques photovoltaïque

thermique), au même titre que le Japon et la Chine.

Le

Les innovations technologiques favorisent la mise en œuvre des politiques environnementales.

rapport précise également que le protocole de Kyoto a joué un rôle de catalyseur en matière d'accélération du progrès technique relatif au développement des énergies renouvelables à faible carbone. Il existe aussi une corrélation entre le rythme des dépôts de brevets et les politiques publiques d'incitation développement des énergies renouvelables, particulier en politiques de R&D et les incitations de type « certificats verts ».



Scénarios de croissance pour la Méditerranée en 2030

3 Scénarios de croissance pour la Méditerranée en

2030.

IPEMED

Paris: IPEMED, 2011

Source : IPEMED,

http://www.ipemed.coop/

Tags : Economie | Croissance | Méditerrannée | Prospective

ans son exercice de prospective, basé sur les évolutions tendancielles et les prévisions du FMI à 2015, l'IPEMED a élaboré trois scénarios; un scénario de crise de la Méditerranée continentale, un scénario de désinflation compétitive et un scénario de convergence régionale euroméditerranéenne.

Dans le premier scénario, les pays du Maghreb, de l'Europe du sud de l'Europe seraient particulièrement vulnérables aux effets d'une crise de la Méditerranée

continentale. Les taux d'emploi, quoique dans des proportions

différenciées, progresseraient lentement pour l'ensemble des pays, qui risqueraient même de subir une déperdition de leur capital humain.

Dans le second scénario, celui de la désinflation compétitive, les méditerranéens confrontés aux pressions compétitives, seraient contraints recourir à des politiques monétaires restrictives, basées sur la réduction des coûts internes, notamment à travers la modération des salaires. pays d'Europe, ayant fortement pâti des de conséguences la crise financière internationale (Grèce, Italie, Portugal, Espagne), pourraient néanmoins s'appuyer sur l'augmentation de leur productivité.

Par ailleurs, Alors que les taux d'emploi continueraient de progresser en raison de l'allongement de la durée d'activité en Europe (réforme des retraites), les taux de chômage resteraient élevés au sud de la Méditerranée. Dans les pays de la rive nord de la Méditerranée (Italie, Espagne, France), les taux de chômage resteraient plus élevés comparativement aux autres pays de l'Europe. Dans ce scénario. revenu des méditerranéens progresserait plus fortement que celui des pays de l'Europe du Nord et de l'Est. Les pays arabes

méditerranéens, les Balkans et la Turquie deviendraient une destination

de choix pour l'Europe latine du fait de leur proximité géographique et la densité de leurs échanges commerciaux et humains, contrairement aux pays d'Europe de l'Est.

Dans le dernier scénario, qualifié de « convergence euro-méditerranéenne », la productivité du travail ainsi que les taux d'emploi connaitraient une croissance importante particulièrement dans les pays méditerranéens à faible revenu Cette progression productivité impliquerait une hausse de l'activité qui aurait, par conséquent, un impact positif sur le marché de l'emploi. Le revenu des pays méditerranéens non membres de l'Union connaitrait également une forte croissance.



A Roadmap for moving to a competitive low carbon economy in 2050

Commission Européenne

Brussels: CE, 2011

Source: CE,

http://ec.europa.eu/clima/documentation/roadmap/docs/com 2011 112 en.pdf
Tags: Environnement | Europe | Economie de carbone | GES

ans sa feuille de route relative à la compétitivité verte, le Conseil européen s'est fixé comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % et 60 % respectivement d'ici 2030 et 2040, par rapport au niveau d'émission de 1990, et de 80 % à 95 % à l'horizon 2050, contribuant ainsi à l'atténuation des conséquences du changement climatique.

Pour atteindre cet objectif

d'économie sobre en carbone, l'Union Européenne (UE) devra garantir des

Des réductions de l'ordre de 40 % et 60 % par rapport au niveau d'émission de 1990 devraient être atteintes d'ici 2030 et 2040.

investissements annuels additionnels de l'ordre de 1,5 % de son PIB (environ 270 milliards €). La réduction des factures pétrolière et gazière permettrait de compenser partiellement ces investissements supplémentaires.

L'investissement dans la protection environnementale, technologies les propres ainsi que dans les infrastructures telles que les réseaux électriques intelligents permettraient de réduire la dépendance énergétique de l'Europe et sa vulnérabilité aux chocs pétroliers, tout en suscitant de nouvelles sources

croissance et en dynamisant le marché de l'emploi.

De plus, les coûts de santé associés à la pollution atmosphérique seraient réduits. D'ailleurs, les économies découlant d'une meilleure qualité de l'air dans l'Union Européenne pourraient atteindre 88 milliards € à l'horizon 2050.

Par ailleurs, la réduction de 25 % des émissions intra-européennes peut être obtenue en 2020 si, d'une part, l'UE atteint

l'objectif d'amélioration de 20 % de son efficacité énergétique, et si, d'autre part,

l'UE met en œuvre les mesures du paquet «Énergie et climat» pour 2020, adopté en 2009.

Pour réaliser économies ces d'énergie, le rapport souligne qu'il serait également opportun pour l'UE de mettre de côté certains des quotas d'émissions devant être mis aux enchères par ses États membres à partir de 2013 dans le cadre du systèmes d'échange de quotas d'émission de CO2 (SEQE) de l'UE. Cette démarche serait suscptible de favoriser économies d'énergie et des réductions d'émissions nettes.



La situation des forêts du monde Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Les forêts ont la capacité potentielle de contribuer

au développement et à la réduction de la pauvreté.

Rome: FAO, 2011

Source: FAO, http://www.fao.org/docrep/013/i2000f/i2000f.pdf
Tags: Environnement | Forêt

e rapport, qui traite de la situation des forêts du monde, a été publié par la FAO en 2011, proclamée « Année Internationale des Forêts ». Il offre une vue d'ensemble sur le secteur forestier dans ses dimensions économique, environnementale et sociale.

Le rapport met en relief les

multiples façons dont les forêts contribuent aux moyens d'existence des

populations. Il attire l'attention sur quatre domaines clés dont notamment les tendances régionales des forestières. ressources le des développement industries forestières durables, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ainsi que la valeur locale des forêts.

Les forêts ont la capacité potentielle de contribuer au développement, notamment à travers la réduction de la pauvreté. Aussi, les industries forestières favorisent-elles l'augmentation de l'efficience

énergétique, la stimulation de l'innovation, la création de fibres durables et la promotion de l'économie locale.

Dans les négociations relatives au changement climatique, les experts reconnaissent que, pour palier ce problème, les pays en développement doivent, d'abord, s'attaquer à la

réduction du seuil de la pauvreté.

pauvrete.

Les efforts

inhérents à la réduction des émissions de GES, sont aussi un point clé à gérer, en ce sens que ces émissions sont la cause majeure du déboisement et de la dégradation des forêts. Leur atténuation participerait positivement à la conservation et à l'augmentation des stocks de carbone forestier.

La FAO recommande également un examen du régime de propriété du carbone forestier, afin de garantir un partage équitable des avantages qui en découlent et une gestion durable des ressources et des droits locaux.



State of the World 2011 : Innovations that Nourish the Planet

World Watch Institute

Washington: World Watch Institute, 2011

Source: WWI,

www.worldwatch.org/sow11

Tags: Environnement | Alimentation | Agriculture

'avenir du système alimentaire et agricole mondial constitue l'un des enjeux majeurs auxquels l'humanité risquerait d'être confrontée au cours du 21ème siècle. La perspective croissance démographique soutenue et d'un contexte environnemental énergétique contraignant, mettent en exerque l'importance des innovations agricoles pour lutter contre le gaspillage alimentaire, renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et renforcer l'agriculture urbaine.

régions de la planète doivent faire face pour réussir à nourrir leurs habitants. Le rapport présente également de nombreuses pratiques agricoles innovantes observées dans le monde.

À l'échelle mondiale, si la majorité des personnes souffrant de la faim habitent toujours dans des zones rurales, l'urbanisation accélérée de la planète, notamment dans les pays en développement, s'est traduite par un « étalement » de la malnutrition, mais aussi par une évolution des besoins

alimentaires.
Aujourd'hui,
environ 800
millions de
personnes,

Le
rapport soulève
le paradoxe
suivant : la
production

Le réchauffement climatique entraînerait une baisse des capacités mondiales de production agricole de l'ordre de 3 % à l'horizon 2080.

agricole mondiale n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui, le nombre de personnes souffrant de la faim n'a, lui non plus, jamais été aussi élevé. Cette évolution contradictoire résulte, selon le rapport, de la faible attention accordée aux inégalités de distribution des ressources et aux impacts environnementaux des productions.

A l'horizon 2080, les prévisions prévoient que le réchauffement climatique pourrait menacer la sécurité alimentaire de 600 millions de personnes dans le monde, et entraîner une baisse des capacités mondiales de production agricole de l'ordre de 3 %.

Tout au long du rapport sont présentés les défis auxquels les différentes

principalement en Asie, dépendent de l'agriculture urbaine pour se nourrir.

Une attention particulière devrait être portée à l'Afrique, qui cumule toujours le plus grand nombre de déficits dans le domaine agricole. Sur ce continent, seules 15 % à 30% des pluies sont utilisées pour l'agriculture, soit à peine la moitié de la moyenne mondiale. En Afrique subsaharienne, si les tendances actuelles se poursuivraient, le nombre d'enfants mal nourris pourrait augmenter de 18 % à l'horizon 2020 par rapport à 2001. Selon les auteurs, si rien n'est fait, l'Afrique pourrait être menacée par une famine sans précédent au cours des 10 prochaines années.

INDEX DES TAGS

A	0
Agriculture	OMD
C	P
Conflits armés	Politique
E	R
Economie	R&Drévolutions
Emploi6 Energie renouvelable7	S
Environnement	Société5,
F	T
Forêt10	Technologie
G	U
GES9	UE 4
M	
Méditerranée4 Méditerrannée8	